

bio.inspecta AG
q.inspecta GmbH
Ackerstrasse
Postfach
CH-5070 Frick
Tél. +41 62 865 63 00
Fax +41 62 865 63 01
admin@bio-inspecta.ch
www.bio-inspecta.ch
info@q-inspecta.ch
www.q-inspecta.ch

Bio Test Agro AG
Schwand
3110 Münsingen
Tél. +41 31 722 10 70
Fax +41 31 722 10 71
info@bio-test-agro.ch
www.bio-test-agro.ch



Règlement instance de recours commune

01 Principes

Le présent règlement gère l'organisation et les activités de l'instance de recours commune b.i. et BTA. L'instance de recours commune b.i. et BTA traite les recours déposés contre les décisions de certification portant sur les directives et les labels les plus divers. Ce règlement fait partie intégrante des statuts de b.i., datant du 6.6.2008, ainsi que du contrat de contrôle et de certification conclu entre b.i. et ses clients et entre BTA et ses clients. Les détails supplémentaires concernant l'instance de recours commune b.i. et BTA sont réglés dans le contrat de collaboration liant b.i. et BTA.

02 Fondateurs

L'instance de recours commune est fondée par les deux organismes de contrôle et de certification suivants:

■ **Bio Test Agro AG**
Schwand, 3110 Münsingen
(dénommé ci-après BTA)

■ **bio.inspecta AG**
Ackerstrasse, 5070 Frick
(dénommé ci-après b.i.)

Les fondateurs exercent la haute surveillance sur l'instance de recours commune. Ils en définissent le règlement, la constitution et l'ensemble des aspects financiers. D'autres organismes de contrôle et de certification ont la possibilité de soumettre des recours à l'instance de recours commune. Le cas échéant, un accord d'utilisation est établi entre l'organisme de certification requérant et l'instance de recours.

03 Election, constitution

Un comité spécialisé indépendant composé de sept membres au maximum – la commission de recours – se charge de traiter les recours transmis. Cinq membres de la commission de recours sont élus par le conseil d'administration et l'assemblée générale de bio.inspecta AG. Les deux autres membres de la commission de recours sont élus par le conseil d'administration de Bio Test Agro AG. Les comités responsables élisent un/e président/e parmi les membres de la commission de recours. Si la présidence est assurée par un/e représentant/e de b.i., son remplacement doit être garanti par un/e représentant/e de BTA et vice-versa. L'élection porte sur une durée de trois ans. Le mandat des membres b.i. de la commission de recours prend fin le jour de la prochaine assemblée générale ordinaire. Le mandat des membres BTA de la commission de recours prend fin avec la réélection par le conseil d'administration de BTA. Sous réserve de démission anticipée et de révocation. Les élections effectuées en cours de période administrative sont valables jusqu'à son échéance. Le secrétariat de l'instance de recours est tenu par b.i.

04 Eligibilité et indépendance

Lors de l'élection des membres de la commission de recours, il s'agit de respecter le critère d'indépendance selon la norme EN 45011.

04.1 Indépendance à l'égard des sociétés de contrôle et de certification

Les membres de la commission de recours peuvent être des actionnaires de b.i. ou de BTA, mais non des membres du conseil d'administration ou des em-

ployés de la société. Ils ne sont pas autorisés à effectuer pour le compte de ces sociétés des travaux incompatibles avec les tâches de la commission de recours. Ils doivent être indépendants par rapport aux comités exécutifs/directeurs et aux actionnaires qui détiennent la majorité des voix.

04.2 Indépendance à l'égard des gestionnaires de labels

Les membres de la commission de recours ne peuvent être ni membres d'un comité directeur d'une association ni membres de la direction d'une organisation qui est le gestionnaire de label et/ou qui édicte les directives.

04.3 Indépendance à l'égard des exploitations contrôlées/certifiées

Les membres de la commission de recours ne peuvent être ni membres du comité directeur/collaborateurs d'une association ni employés d'une organisation sur les recours de laquelle la commission de recours est amenée à délibérer.

04.4 Compétence

Les membres de la commission de recours doivent bénéficier des compétences spécialisées leur permettant de remplir leur tâche.

05 Devoirs et compétences

05.1 Devoirs

05.1.1

La commission de recours traite les litiges entre les producteurs, transformateurs, entreprises commerciales et leur société de contrôle et/ou de certification, notamment quant au respect des lois, des statuts, des règlements et des directives, ainsi qu'à l'application du principe de l'égalité de traitement et de la neutralité du marché. En cas de recours, elle examine les décisions de l'organisme de certification. Les recours soumis par les sociétés de contrôle et de certification qui ne sont pas affiliées à l'instance de recours commune peuvent également être traités à tout moment par cette dernière.

05.1.2

En présence de normes et de directives lacunaires, la commission de recours délibère de son propre chef, après consultation de l'organisation définissant les normes/du gestionnaire de label, mais informe toutefois celle-ci/celui-ci de la décision prise et lui soumet une demande de précision des normes et des directives.

05.1.3

Par le biais de l'information régulière et appropriée des organisations et des services impliqués, la commission de recours veille à garantir la transparence.

05.1.4

En cas d'incertitudes quant à l'interprétation des directives, il est possible – pour le Cahier des charges de BIO SUISSE – de déposer une demande à la Commission de labellisation. Le droit de pétition est octroyé par BIO SUISSE.

05.1.5

Lors de décisions selon les directives Demeter, la commission de recours sollicite préalablement une prise de position auprès du comité directeur de l'Association pour la biodynamie. Cette démarche se base sur le contrat liant l'Association pour la biodynamie et bio.inspecta AG.

05.1.6

Une fois la décision prise, la commission de recours mandate l'organisme de certification des tâches nécessaires à la clôture du recours (nouveau certificat, annonce au gestionnaire de label et aux services administratifs, etc.).

05.1.7

En cas de démission d'un membre, la commission de recours propose un successeur.

05.2 Compétences

05.2.1

Pour pouvoir évaluer les faits, la commission de recours est autorisée à consulter les documents de contrôle et de certification des organismes de certification. La commission de recours peut ordonner des examens complémentaires, des contrôles supplémentaires, etc. et les faire effectuer par des tiers indépendants. Elle peut également procéder elle-même à des inspections inopinées. Ces mesures sont prises en tenant compte de la portée de la décision et des coûts générés.

05.2.2

La commission de recours dispose d'un droit de pétition auprès du conseil d'administration de BTA, ainsi qu'au conseil d'administration et à l'assemblée générale de b.i.

05.2.3

La commission de recours peut édicter des règlements et des directives supplémentaires dans le cadre de son attribution. La délégation de compétences est interdite.

05.3 Soumission/traitement

05.3.1 Soumission de recours auprès de l'organisme de certification

Le délai de soumission, la forme et le lieu de soumission des recours par les recourants sont à définir conjointement par l'organisme de certification et ses clients.

05.3.2 Traitements des recours par l'instance de recours

Les recours doivent être traités le plus rapidement possible. En premier lieu, les organismes de certification ont la compétence d'envisager une reconsidération de leur décision, sur la base de l'argumentation du recours. L'instance de recours doit être dûment informée de cette décision de réévaluation. Dans la mesure du possible, les recours adressés à l'instance de recours doivent être traités en l'espace de 60 jours.

05.4 Décision

La commission de recours est indépendante. Elle délibère en fonction des faits présentés et sur la base des normes en vigueur applicables.

La décision est définitive. De manière générale, les décisions isolées n'engagent pas l'instance de recours.

Sous réserve de renvoi à un tribunal ordinaire ou aux autorités administratives responsables.

05.5 Communication de la décision relative au recours

La décision doit être motivée et communiquée au/à la recourant/e par écrit (courrier recommandé). Par la suite, l'organisme de certification est chargé des tâches nécessaires à la finalisation du recours.

05.6 Rapport d'activités

La commission de recours délivre annuellement un rapport d'activités à l'AG de b.i., au conseil d'administration de BTA et, sur demande, aux organisations définissant les normes/gestionnaires de labels.

06 Méthodes de travail, séances

06.1 Séances

La commission de recours convoque des séances en fonction des tâches à l'ordre du jour.

06.2 Convocation, présidence, participants

La convocation est effectuée par le secrétariat de l'instance de recours. Les membres de l'instance de recours, de la commission de recours ou le/la président/e du conseil d'administration peuvent exiger la convocation en précisant les raisons. La convocation a lieu par écrit au moins dix jours à l'avance, avec indication de l'ordre du jour. La présidence incombe au/à la président/e. Si nécessaire, des représentants de b.i., de BTA et des organismes de certification, ainsi que le/la recourant/e et le gestionnaire de label peuvent être invités à la séance.

06.3 Quorum, délibération

La commission de recours atteint son quorum en présence de quatre des sept membres. Elle prend ses décisions à la majorité des votes exprimés. En cas de parité des voix, la voix du/de la président/e est prépondérante. Les décisions peuvent également être prises par voie de circulation ou téléphoniquement, si aucun membre n'exige une délibération en séance dans les dix jours suivant la réception de la demande correspondante.

06.4 Protocole

Un protocole est tenu, informant adéquatement des présences, des discussions menées et des décisions prises. Ce document doit notamment fournir des renseignements sur les critères de décision, l'argumentation et le rapport des voix; si nécessaire, des docu-

ments de travail y sont joints. Les décisions par voie de circulation sont à documenter dans le prochain protocole. Chaque protocole doit être signé par le/la président/e et le/la greffier/ère, et soumis pour approbation lors de la séance suivante. La tenue du procès-verbal est assurée par le secrétariat de l'instance de recours.

06.5 Renseignement

Chaque membre de la commission de recours peut demander des renseignements sur toutes les affaires de b.i./BTA, à condition que la requête soit en rapport direct avec un recours.

06.6 Devoir de récusation

En cas d'éventuels conflits d'intérêts, les membres de la commission de recours sont obligés de se récuser. Il s'agit des affaires qui les concernent eux-mêmes ou impliquant des personnes physiques ou morales en rapport direct avec eux, comme la parenté directe, la parenté par alliance¹⁾ ou les partenaires commerciaux directs. Cela vaut en particulier pour les recours contre les décisions auxquelles les membres en question ont participé directement sous une forme ou une autre.

06.7 Confidentialité, restitution du dossier

Les membres de l'instance de recours, de la commission de recours et du secrétariat sont tenus, à l'égard des tiers, de garder secrets les faits qui sont parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction. Les dossiers doivent être restitués au plus tard à la fin du mandat.

07 Indemnisation – répartition des coûts

Le montant d'indemnisation de la commission de recours doit être approuvé par les directions de b.i. et de BTA. Les détails concernant l'indemnité sont réglés dans le contrat de collaboration conclu entre b.i. et BTA.

¹⁾ Parenté et alliance sont définies dans le CC (art. 20 et 21)

08 Dispositions finales

08.1 Révision et adaptation

Le présent règlement doit être vérifié et, si nécessaire, adapté après le début de chaque période administrative. La durée de la période administrative est fixée à trois ans.

08.2 Entrée en vigueur

Ce règlement est entré en vigueur après son approbation par le conseil d'administration de BTA, le conseil d'administration de b.i. et l'assemblée générale bio.inspecta AG du 6 juin 2008.

L'instance de recours commune a pris ses fonctions le 9 juin 2008.